

Les lois Plautia et Lutatia restèrent en vigueur jusqu'à la loi de César. Celui-ci voulut surtout atteindre les crimes et les voies de fait inouïes des aristocrates et des démocrates exagérés, qui chaque jour mettaient la paix publique en danger, se faisant escorter de leurs bandes de sbires et d'esclaves armés, tuant, pillant et brûlant. Nul doute qu'on ne retrouve trace de la loi *Julia* au Dig. (*ad leg. Jul. de vi publ. — Ad leg. Jul. de vi privata*).

La peine ordinaire de la *vis publica* était l'*aquæ et ignis interdictio* : la *vis privata* emportait la confiscation du tiers des biens, les incapacités honoraires, et sous les empereurs, la *relégation* dans une île, ou la condamnation au travail des mines pour les criminels d'humble condition (Paull. l. c. 3).

Il est question d'une loi *Julia*, à propos de Britannicus et de Locuste, dans Suet. *Nero*, 33. Locuste y fait-elle allusion à la loi de César *de vi* ou à une loi spéciale, *de veneno*, analogue à celle de Sylla (672 : *lex Cornelia de sicariis et veneficiis*) ? C'est ce qu'on ne peut dire. Il est certain que la loi *Cornelia* demeura appliquée sous les empereurs : elle avait son titre spécial au Digeste (liv. 48, tit. 8).

82 av. J.-C.

67. XVIII. LEX THEATRALIS, qui renouvela sans doute les dispositions de la loi *Roscia* (du tribun *L. Roscius Otho* : 687), attribuant les 14 premiers rangs de places au théâtre à l'ordre équestre, derrière les sénateurs qui occupaient l'orchestre. Elle en expulsait les prodiges ruinés et les banqueroutiers (*decoctores*. — Cic. *Philipp.* 2, 18). — D'où la phrase : *sedere in XIV ordinibus*, pour indiquer le *Cens équestre*. — Auguste abolit la loi *Julia*.

XIX. LEX JULIA MUNICIPALIS, v. *infra*, D. — César mort, Antoine, on le sait, s'aidant de la complicité du secrétaire de César, produisit devant le peuple un certain nombre d'édits, de lois même, qu'il prétendit avoir trouvés dans les papiers du défunt. (Cic. *Philipp.*, I, 24, 2, 98 ; *ad Att.* 11, 18 ; Dio Cass. 44, 53. — App. *b. civ.* 3, 5 et *alias*). Bon nombre de ces édits et décrets étaient faux ; et Cicéron s'en indigna avec raison (*ad Att. passim*. — *Philipp.* I, 8, 10, etc. — App. *b. civ.* 3, 5). — Toutefois Drumann (*hist. rom.* 1, p. 608), énumère deux ou trois de ces lois, comme émanant peut-être du dictateur. Nous les notons :

(a). *Lex de rege Dejotaro*, qui restitue à ce roi les pays qui

lui avaient été enlevés (p. 17. — Cic. *Phil.* 2, 37. — *Ad Att.* 14, 12). — Suivant Cic. *l. c.*, le Galate aurait payé 10,000,000 HS. à Fulvie, pour obtenir cette restitution.

(b). *Lex de Creta*. — Immunité d'impôt rendue à la Crète, à la fin de la préture de M. Brutus (Cic. *Phil.* 2, 38).

(c). *Lex de Siculis*. — César n'avait conféré que la latinité aux Siciliotes (p. 106, n. 2. — Cic. *ad Att.* 14, 12).

(d). *Lex de exsulibus revocandis*. — Grâce plénière accordée aux exilés, par application de la loi *Pompeia, de ambitu* (701 : VII, p. 170), et à d'autres criminels de pire sorte (App. *bell. c.* 1, 107. — *Philipp.* 2, 98, 5, 11). On leur donna le sobriquet d'*Orcini*, ou de *Charonitæ* (*revenants de l'enfer, ou de chez Charon*).

53 av. J.-C.

Les lois de César, et aussi, celles de C. Sylla constituent le fond, remanié par Auguste et ses successeurs, des lois principales de l'empire romain : concluons avec le jugement qui suit, emprunté à un juge sévère.

« Toutes les lois de Pompée furent faites pour les besoins » du moment ; ce furent des expédients passagers, mais nulle » grande pensée ne présida à leur promulgation, et n'assura » leur durée. Il n'en est pas de même des lois de César, et » aucun homme n'eut à un plus haut degré que le vainqueur » des Gaules l'esprit de suite et le génie de fonder des insti- » tutions durables. Toutefois, il faut distinguer deux per- » sonnes dans César : l'ambitieux qui veut parvenir, et » l'homme qui, une fois maître du pouvoir, veut asseoir son » empire. Les lois du consul ont donc une physionomie » différente des lois du dictateur : les unes sont faites pour » gagner le peuple, les autres pour établir solidement un » gouvernement nouveau. César commença comme les » Gracques pour finir comme Sylla ; mais dans ces deux rôles » si différents, il fut également remarquable, et les lois » mêmes qu'il fit rendre au profit de son ambition ont un » caractère de grandeur et de perpétuité qui révèlent tout le » génie de cet homme, aussi élevé par l'intelligence que bas » par le cœur. » (Laboulaye, *Essai sur les lois crimin. des Romains*, Paris, 1845, p. 300).

D

LA LOI JULIA MUNICIPALIS.

90-89 av. J.-C.

Après la guerre sociale (V, liv. IV, ch. vn), Rome, transigeant avec les Italiotes, avait conféré la cité à toutes les villes en deçà de l'Appennin qui la réclamaient (lois *Julia* et *Plautia-Papiria*). En même temps, la Cisalpine ou Transpadane obtenait le *Jus latinum*, ou la cité sans suffrage (V, pp. 222-225, 312 n., 235 n.), aux termes d'une loi votée sur la motion du consul *Pompeius Strabo* (664-665). Mais déjà la cité pleine y était donnée à la Cispadane et aux villes ayant eu jusque là l'ancienne latinité (Placentia, Cremona, Bononia). D'autres enfin (Mutina et Parma) étaient des colonies-municipes de citoyens romains, et comme telles, on n'innovait point à leur régime politique. Sylla, plus tard, confirma le principe que « tout citoyen d'une ville italique était en même temps citoyen de Rome (V, p. 355), » et il organisa les *Municipes* (*ibid.*, pp. 379-384) <sup>4</sup>.

Mais les Transpadans demeurés *latins* au moindre droit étaient mécontents et s'agitaient : ils n'avaient eu qu'un à-compte et réclamaient la cité pleine (VI, p. 128, 319. VII, p. 149) : ils l'obtinrent enfin de César, qui reprit en sous-œuvre, et remania en le complétant le système municipal Cornélien. De là la *lex Julia municipalis*, faite pour toute

<sup>4</sup> Les détails donnés par M. Mommsen sont utiles à consulter pour l'intelligence même de la *L. Julia municipalis*.

l'Italie, les Transpadans compris (*supra*, pp. 151 et s., — pp. 173 et s.).

L'inscription dont nous donnons ci-dessous le texte compte, comme on l'a bien dit, parmi les plus beaux monuments de la législation de Rome. Elle a été trouvée, non loin d'Héraclée de Lucanie <sup>4</sup>, dans le lit du *Cavone*, en 1782. Elle est gravée sur trois tables de bronze (dont deux *opistographes*) portant au dos deux inscriptions grecques plus anciennes (*Corp. I. gr.* de Berlin, III, n° 5774, 5775), et qui après diverses fortunes, ont pu être recueillies dans le Musée de Naples.

Connue dans le monde savant sous le nom de *Tables d'Héraclée*, elle a été plusieurs fois éditée et commentée, tantôt partiellement, tantôt en entier. Nous ne citerons que les travaux les plus importants de : 1° *Mazochi*, Napol. 1754-1755, in-f° ; 2° Hugo : *Civilist. Magazin* (*Répert. du D. civ.*), III, 1812, pp. 340 et s. ; 3° Dirksen, *Observ. ad Tabul. Her.* Berol, 1817 ; et *Civilist. Abhandlungen* (*Dissert. de D. civ.*), Berlin, 1820, II, pp. 145 et s.) : enfin et surtout, 4° le travail capital de Savigny : *vermischte Schriften* (*Œuvres mêlées*), III, pp. 279-412.

L'identité de l'inscription des *Tables d'Héraclée* et de la *Lex Julia Municipalis* est aujourd'hui hors de contestation. M. de Savigny a établi un rapprochement décisif entre la citation contenue dans la lettre de Cicéron à *Lepta*, du mois de février 709 (*ad famil.*, 6, 18, *infra* § VI, p. 324), et le texte même de l'une des tables. D'autre part, on y relève diverses mesures relatives à l'administration municipale dans tout l'empire, à Rome et dans les provinces ; et les dispositions relatives à l'annone (§ 1), et aux déclarations à faire par les prenant-parts s'y réfèrent au cens de 708. — Dès lors, inutile d'insister sur ce fait que la *loi municipale* était antérieure à l'an 710, qui vit ajouter deux édiles nouveaux aux quatre anciens édiles (Dio Cass. 43, 51), et à l'an 711, où le nom de mois *Julius* fut substitué au *Quinctilis* (*lin.* 98, et Censor, 22, 16) ; inutile de constater qu'elle est postérieure à l'an 684,

45 av. J.-C.

46.

44.

43.

70.

<sup>4</sup> Héraclée (auj. *Policoro*), sur le golfe de Tarente, riche colonie mi-partie athénienne, thurienne, et tarentine surtout. Sous ses murs eut lieu le premier choc entre Pyrrhus et les Romains (II, p. 208). Elle fut longtemps le lieu assigné à la *Panegyrie*, (*πανήγυρις*) ou assemblée générale des Grecs italiotes ; et quand la loi *Plautia-Papiria* conféra à ceux-ci la cité, elle paraît pendant quelque temps du moins, avoir mieux aimé garder sa situation particulière en face de Rome (*prope singulare fedus*, Cic. *pro Balb.* 8 et 22, *pro Arch.* 4).

où s'achève la domination syllanienne, attendu qu'elle contiendrait une disposition à l'effet d'exclure du *Décursionat* municipal tous ceux qui se sont compromis dans les proscriptions en touchant une prime en argent : *ob caput civis Romani referendum* (l. 122).

45 av. J.-C.

Elle est bien de l'an 709, et M. Mommsen (*C. I. Lat.* p. 123) va même jusqu'à la placer au mois de *septembre*, époque du retour de César après la guerre d'Espagne. Enfin, une autre inscription trouvée à Padoue (Furlanetto, *lapid. Patav.*, p. 98) et rapportée par Orelli, n° 3675. — V. aussi *C. I. Lat.*, Mommsen, p. 123) la mentionne sous son vrai titre, et atteste le nom de son auteur (*M. Junius Sabinus IIII vir ædili potestate e lege Julia municipali*, etc).

A quelle date remonte la gravure des bronzes d'Héraclée ? Sont-ils contemporains de la promulgation de la loi qu'ils relatent ? Lui sont-ils d'un peu postérieurs ? M. Mommsen n'ose trancher la question.

La loi Julia n'est pas une loi *per saturam*, ou traitant de plusieurs matières, ainsi qu'on l'a soutenu. Elle est une loi *organique* municipale, et contient par conséquent tout un règlement d'organisation administrative, constitution des autorités, cens, annone, voirie, etc. Rome, dit M. Mommsen, y apparaît comme étant, à vrai dire, le premier municipe de l'empire (*supra*, pp. 85, 110). De là des dispositions multiples, communes, comme on vient de le dire, et à Rome, et aux provinces et aux colonies italiennes ou extra-italiennes. De là la haute importance de cette même loi pour l'étude des institutions fondées ou consolidées par César (pp. 151-175). Malheureusement nous n'en possédons pas le texte entier. Toute la première partie manque. Nous ne retrouvons plus rien, par exemple, ni des textes mentionnés par Ulpien (Dig. 50, 9, 3); ni de ceux auxquels fait allusion Gordien (Cod. 7, 9, 11). Nul doute, d'autre part, que bon nombre des lois du livre L du Digeste (tit. I-15), ne s'y réfèrent.

Les fragments des tables d'Héraclée constituent un spécimen exact du style légal des Romains. A qui les lit, reviennent en mémoire ces quelques paroles caractéristiques de M. Mommsen : « La langue des affaires se fixe et se développe : » elle a ses formules et ses tours, elle énumère sans fin les » détails de sa casuistique; et, ses périodes à perte d'haleine » ne le cédant en rien à la phraséologie des Anglais modernes » en ce genre, elle se recommande aux initiés par la subtilité

» précise de ses définitions; tandis que, pour le commun » public, selon la nature ou l'humeur de chacun, elle est un » objet de respect, d'impatience ou de colère (II, p. 320).»

Une dernière remarque. On rattache souvent à la *lex Julia municipalis* un autre fragment, connu sous le nom de *Lex de Gallia Cisalpina*, inscrit aussi sur une table de bronze trouvée à *Macinesso*, non loin de Parme, le 24 avril 1760 : on la voit encore dans le musée de cette dernière ville (Cama, *tavola legislativa della Gallia Cisalp.*, Parma, 1820). Elle n'est autre qu'une notable partie de la *Lex Rubria*, commentée maintes fois par Hugo (*Civilist. Magazin*, 1812, pp. 431-496), par Dirksen (*observ. ad selecta Gall. Cis. capita*, Berol. 1812, 4, pp. 59 et s.); par Puchta (*Kleine civil. Schriften*, pp. 71-73, 518-544); par Savigny (*vermischte Schrift.*, 3, 319-326, 377-400); par Huschke (*de actionum formulis quae in l. Rubria extant*, Vratisl. 1832); et surtout par M. Mommsen (*über den Inhalt der rubr. Gesetzes (du contenu de la loi Rubria)*, dans l'*Annuaire (Jahrb. der Deutsch. Rechts)* de Bekker et Muther, 2, 319-334. C'est à Puchta qu'on doit la découverte du véritable titre, ainsi que de la date réelle de la loi. La Cisalpine était encore régie comme province (jusqu'en 712), quoique les Transpadans eussent obtenu la cité : de là le règlement de procédure calqué sur l'édit du Préteur urbain (car la Rubria n'est pas autre chose) qui paraît lui avoir été donné vers 705, pendant que César était retenu au dehors par la guerre civile. Il y est question de la compétence du magistrat local, des interdits possessoires (*novi operis munitio, damni infecti*), de l'aveu judiciaire, de la chose jugée, du partage, etc. Elle aurait été votée sur la motion d'un tribun du peuple du nom de Rubrius. Comme la *Rubria* n'a en quoi que ce soit trait à l'organisation municipale, nous croyons n'avoir pas à en parler davantage (v. Mommsen, *C. Ins. Lat.* pp. 115 et s.)

A. A.

42 av. J.-C.

49.

§ I<sup>4</sup>, Quem h(ac) l(ege) ad cos. profiteri oportebit, sei is, quom eum profiteri oportebit, Romæ non erit, tum quei ejus negotia curabit, is eadem omnia, quæ eum, quouis negotia curabit, sei Romæ esset, h(ac) l(ege) profiteri oporteret, item iisdemque diebus ad cos. profitemino.

Annone.

Quem h. l. ad cos. profiteri oportebit, sei is pu(pillus), sive ea pup(illa) erit, tum qui ejus pup(illi) pup(illæ) ve tutor erit, 5 item eademque omnia | in iisdem diebus ad cos. profitemino, ita utei et quæ quibusque diebus eum eamve, sei pup. pup. ve non esset, h. l. profiteri oporteret.

Sei cos. ad quem h. l. professiones fieri oportebit, Romæ non erit, tum is quem profiteri oportebit, quod eum profiteri oportebit, ad pr(ætorem) urb(anum) aut sei is Romæ non erit, ad eum pr., quei inter peregrinos jus deicet, profitemino, ita uti eum ad cos., sei tum Romæ esset, h. l. profiteri oporteret.

10 Sei ex eis cos. et pr., ad quos h. l. professiones fieri oportebit, nemo eorum Romæ erit, tum is quem profiteri oportebit, quod eum profiteri oportebit, ad tr(ibunum) pl(ebei) profitemino ita utei eum ad cos. pr. que urb(anum) eumque quei inter peregrinos jus deicet, sei tum Romæ esset h. l. profiteri oporteret.

Quod quemque h. l. profiteri oportebit, is apud quem ea professio fiet, ejus quei profitebitur nomen et ea quæ professus erit, et quo die professus sit, in tabulas publicas referenda curato, 15 eademque omnia utei que in tabulas | rettulerit ita in tabulam in album referenda curato, idque aput forum, et quom frumentum populo dabitur, ibei ubei frumentum populo dabitur cottidie maiorem partem diei propositum habeto u(nde) d(e) p(lano) r(ecte) l(egi) p(ossit).

Queiquomque frumentum populo dabit damdumve curavit, ne qui

<sup>4</sup> [Pour rendre plus facile la lecture de la *Lex I. municipalis*, nous avons suivi la division en paragraphes adoptée usuellement (Egger, *Lat. sermon. reliq.*, pp. 299-308). Nous renvoyons dans les notes aux passages de l'*Histoire Romaine* se référant à la loi. Nous n'avons pas numéroté les ligues conformément à l'inscription sur les bronzes, nous contentant de les indiquer de 5 en 5. Enfin, nous soulignons les passages effacés ou détruits et restitués par les épigraphistes.]

eorum, quorum nomina h. l. ad cos. pr(ætorem) tr(ibunum) pl(ebis) in tabula in albo proposita erunt, frumentum dato neve dare jubeto neve sinito. Quei adversus ea eorum quoi frumentum dederit, is in tr(itici) m(odios) H S Iooo populo dare damnas 20 esto, ejusque pecuniæ quei volet petitio esto <sup>4</sup>.

§ II. Quæ viæ in urbem Rom. propiusve u(rbem) R(omam) p(assus) M. ubei continente habitabitur, sunt erunt, quouis ante aedificium earum quæ via erit, is eam viam arbitrato ejus aed(ilis), quoi ea pars urbis h(ac) l(ege) obvenerit, tueatur isque aed(ilis) curato, uti quorum ante aedificium erit quamque viam h. l. quemque tueri oportebit, ei omnes eam viam arbitrato eius tueantur neve eo loco aqua consistat, quominus commode populus ea via utatur.

Aed(iles) cur(ules) aed(iles) pl(ebei), quai nunc sunt, queiquomque post h(anc) l. r(ogatam) factei createi erunt eumve mag(istratum) 25 inierint, iei in diebus V proxumeis | quibus eo mag(istratu) designatei erunt eumve mag. inierint, inter se paranto aut sortiunto, qua in partei urbis quisque eorum vias publicas in urbem Rom. propius ve urb. Rom. p(assus) M. reficiendas sternendas curet ejusque rei procuracionem habeat. Quæ pars quoi que aed(ilei) ita h. l. obvenerit, ejus aed. in eis loceis quæ in ea partei erunt, viarum reficiendarum, tuendarum procuracio esto, utei h. l. oportebit.

Quæ via inter aedem sacram et aedificium locumve publicum et 30 inter aedificium privatum est erit, eius | viae partem dimidiam is aed., quoi ea pars urbis obvenerit, in qua parte ea aedis sacra aedificium publicam seive locus publicus, tuendam locato.

Quemquomque ante suum aedificium viam publicam h. l. tueri oportebit, quoi eorum eam viam arbitrato eius aed., quouis oportuerit, non tuebitur, eam viam aed., quojus arbitrato eam tuerei oportuerit, tuendam locato. Isque aed. diebus ne minus

<sup>4</sup> Tout ce paragraphe régleme les *déclarations (professio)* à faire devant le magistrat romain, à la suite du recensement ordonné par la loi de l'*Annone* (708. — p. 105 et 178), pour quiconque veut avoir part aux distributions. Cf. Suet. *Cæs.* 41 : *recensum populi egit atque ex viginti trecentisque millibus accipientium frumentum e publico ad centum et quinquaginta retraxit; ac ne qui novi cætus recensionis causa moveri quandoque possent, instituit quotannis in demortuorum locum ex iis qui recensi non essent subsortitio a prætore fieret.* Toute distribution faite à un non-ayant droit est punie d'une amende de 50,000 sesterces, par chaque boisseau indument donné.

Voirie.  
Chaussées.  
Trottoirs.

46 av. J.-C.

X antequam locet aput forum ante tribunale suom propo-  
 35 situm habeto, quam | viam tuendam et quo die locaturus sit  
 et quorum ante aedificium ea via sit. Eisque, quorum  
 ante aedificium ea via erit, procuratorisve eorum domum  
 denuntietur facito se eam viam locaturum et quo die locaturus  
 sit. Eamque locationem palam in foro per q(uæstorem) urb(anum)  
 eumve qui aerario praerit facito. Quanta pecunia eam viam  
 locaverit, tantae pecuniae eum eosque, quorum ante aedificium  
 ea via erit proportioni quantum quousque ante aedificium viae  
 in longitudine et in latitudine erit, q(uæstor) urb(anus) queive  
 40 aerario praerit in tabulas | publicas pecuniae factae<sup>1</sup> referendum  
 curato: Ei, qui eam viam tuendam redemerit, tantae pecuniae  
 eum eosve adtribuito sine d(olo) m(alo). Sei is qui adtributus  
 erit eam pecuniam diebus XXX proxumeis, quibus ipse aut  
 procurator ejus sciet adtributionem factam esse, ei quoi adtri-  
 butus erit, non solverit neque satisfecerit, is, quantae pecu-  
 niae adtributus erit, tantam pecuniam et ejus dimidium ei,  
 quoi adtributus erit, dare debeto. Inque eam rem is quo  
 quomque de ea re aditum erit iudicem iudiciumve ita dato

45 utei de pecunia credita iudicem iudiciumve dari oporteret.  
 Quam viam h. l. tuendam locari oportebit, aed(ilis) quem eam viam  
 tuendam locare oportebit, is eam viam per q(uæstorem)  
 urb(anum) queive aerario praerit tuendam locato, utei eam viam  
 arbitrato eius, qui eam viam locandam curaverit, tueatur.  
 Quamtam pecuniam ita quaeque via locata erit t(antum)  
 p(ecuniam) q(uæstor) urb. queive aerario praerit redemptorei,  
 quoi e lege locationis dari oportebit, heredeive eius damdam  
 adtribuendam curato.

50 | Quominus aed(iles) et III vir(ei) vieis in urbem purgandis,  
 II vi(rei) vieis extra propiusve urbem Rom(am), passus M pur-  
 gandis, queiquomque erunt, vias publicas purgandas curent  
 eiusque rei potestatem habeant ita utei legibus pl(ebei)ve sc(itis)  
 s(enatus)ve c(onsultis) oportet oportebit, eum<sup>2</sup> h. l. n(ihil)  
 r(ogatur).

Quoius ante aedificium semita in loco erit, is eam semitam eo  
 aedificio perpetuo lapidibus perpetueis integreis continentem,  
 constratam recte habeto arbitrato eius aed(ilis), quoius in ea  
 55 parte h. l. viarum | procuratio erit.

<sup>1</sup> *Pecunia facta*, comme *nomen factum*, somme due à titre public  
 et dont la rentrée ne se poursuit qu'après inscription sur les  
 registres publics (Tac. Ann. 13, 28).

<sup>2</sup> *Eum*, pour *eorum*.

‡ III. Quae viae in u(rbem) R(omam) sunt erunt intra ea loca ubi  
 continenti habitabitur, ne quis in ieis vieis post K(alendas)  
 Januar(ias) primas plostrum interdiu post solem ortum neve  
 ante horam X diei ducito agito, nisi quod aedium sacrarum  
 deorum immortalium caussa aedificandarum operisve publice  
 faciundei causa advehi portari oportebit, aut quod ex urbe  
 exve ieis loeis earum rerum, quae publice demoliendae locatae  
 60 erunt, publi | ce exportari oportebit, et quarum rerum caussa  
 plostra h. l. certeis hominibus certeis de causeis agere ducere  
 licebit.

Quibus diebus virgines Vestales, regem sacrorum, flamines plostreis  
 in urbe sacrorum publicorum p(opuli) R(om.) caussa vehi  
 oportebit, quaeque plostro triumphii caussa, quo die quisque  
 triumphabit, ducei oportebit, quaeque plostra ludorum, qui  
 Romae aut urbei Romae p(ropius) p(assus) M. publice feient,  
 65 inve pompam ludis circiensibus ducei agei opus | erit, quo  
 minus earum rerum caussa eis que diebus plostra interdiu in  
 urbe ducantur agantur, e(ius) h. l. n(ihil) r(ogatur).

Quae plostra noctu in urbem inducta erunt, quo minus ea plostra  
 inania aut stercoris exportandae caussa post solem ortum  
 h(oris) X diei bubus iumentisve juncta in u(rbe) R(oma) et ab  
 u(rbe) R(oma) p(assus) M esse liceat, e(ius) h. l. n(ihil)  
 r(ogatur).

‡ IV. Quae loca publica porticusve publicae in u(rbe) R(omae) p(ro-  
 pius)ve u(rbei) R(omae) p(assus) M. sunt erunt, quorum loco-  
 rum quousque porticus aedilium eorumve mag(istratuom), qui  
 vieis loeisque publiceis u(rbis) R(omae) p(ropius)ve u(rbei)  
 70 R(omae) p(assus) M purgandis praerunt, legibus | procuratio  
 est erit, nec quis in ieis loeis inve ieis porticibus quid inaedi-  
 ficatum immolatumve habeto; neve ea loco porticumve quam  
 possideto, neve eorum quod saeptum clausumve habeto, quo-  
 minus ieis loeis porticibusque populus utatur pateantve, nisi  
 quibus uteique le(gibus) pl(ebei)ve sc(itis) s(enatus)ve c(onsultis)  
 concessum permissumve est.

Quibus loeis ex lege locationis, quam censor aliusve quis mag(is-  
 tratus) publiceis vectigalibus ultrove tributeis fruendeis tuen-  
 deisve dixit dixerit, eis, qui ea fruenda tuendave conducta  
 75 habebunt, ut uti frui liceat, | aut uti ea ab eis custodiantur,  
 cautum est, ei quominus ieis loeis utantur fruuntur ita, uti  
 quoique eorum ex lege locationis ieis sine d(olo) m(alo) uti  
 frui licebit, ex h. l. n(ihil) r(ogatur).

Quos ludos quisque R(omae) p(ropius)ve u(rbei) R(omae) p(assus)

Voitures  
 et chars.

Vidanges  
 et boues.

Places et lieux  
 publics.

Baux publics.

Jeux, etc.

M. faciet, quominus ei eorum ludorum caussa scaenam pulpitum ceteraque, quae ad eos ludos opus erunt, in loco publico ponere statuere eisque diebus, quibus eos faciet, loco publico utei liceat, e(ius) h. l. n(ihil) r(ogatur).

80 Qui scribae librarei magistratibus apparebunt, ei quominus locis publicis, ubi is, quoi quisque eorum apparebunt, iuserit, apparendi caussa utantur, e. h. l. n. r. 3.

Quae loca servis publicis ab censor(ibus) habitandi utendi caussa adtributa sunt, ei quominus eis locis utantur, e. h. l. n. r. 4.

§ V. Queiquumque in municipis colonis praefectureis foreis conciliabulis c(ivium) R(omanorum) II vir(ei) IV vir(ei) erunt, aliove quo nomine mag(istratum) potestatemve sufragio eorum, 85 quoi quousque municipi coloniae praefecturae | fori conciliabuli erunt, habebunt, nei quis eorum quem in eo municipio colonia praefectura foro conciliabulo in senatum decuriones conscriptosve legito neve sublegito neve co(o)plato neve recitandos curato nisi in demortui damnateive locum eiusve qui confessus erit se senatorem decurionem conscriptumve ibei h. l. esse non licere.

§ VI. Qui minor annos XXX natus est erit, nei quis eorum post 50 K(alendas) Januar(ias) secundas in municipio colonia praefectura II vir(atum) IV vir(atum) neve quem alium mag(istratum) petito neque capito neve gerito, nisi qui eorum stipendia equo in legione III aut pedestria in legione VI fecerit, quae stipendia in castris in provincia majorem partem sui quousque anni fecerit aut bina semestria, quae ei pro singulis annis procedere oporteat, dum taxat quod ei legibus pl(ebei)ve sc(iteis) procedere oportebit; aut ei vocatio rei militaris legibus (pl(ebei)ve sc(iteis) exve foidere erit, quocirca eum inveitum merere non oporteat. Neve quis, qui praconium dissignatio- 95 nem libitinamve faciet 2, dum eorum quid faciet, in muni | cipio

<sup>1</sup> Les §§ II, III, IV, ont trait à la voirie principalement. — V. *supra*, p. 116-117.

<sup>2</sup> C'est ce passage auquel Cicéron fait allusion dans sa lettre à Lepta de février 709 (*ad fam.* 6, 18) : *Simul accepi a Seleuco tuo literas, statim quaesivi a Balbo per codicillos, quid esset in lege. Rescripsit eos qui « facerent praconium » vetari esse in decurionibus, qui fecissent non vetari. Quare bono animo sint et tui et mei familiares; neque enim erat ferendum, cum qui hodie haruspicinam facerent in senatum Romae legerentur, eos qui aliquando praconium fecissent in municipiis decuriones*

Sénat et curie  
dans  
les municipes.

Duumvirs  
et IV virs.

45 av. J.-C.

colonia praefectura II vir(atum) III vir(atum) aliumve quem mag(istratum) petito neve capito neve gerito habeto, neve ibi senator neve decurio neve conscriptus esto neve sententiam dicito. Qui eorum ex eis qui s(upra) s(criptei) s(unt), adversus ea fecerit is H S lxxx p(opulo) d(are) d(amnas) e(sto) eiusque pecuniae qui volet petitio esto 4.

§ VII. Queiquomque in municipio colonia praefectura post K(alend.) Quinct(iles) prim(as) comitia II vir(eis) III vir(eis) aleive quoi mag(istratum) rogando subrogandove habebit, is ne quem, qui minor annis XXX natus est erit, II vir(um) III vir(um) queive 100 ibei | alium mag(istratum) habeat renuntiato neve renuntiarei iubeto, nisi qui stipendia equo in legione III aut stipendia pedestria in legione VI fecerit, quae stipendia in castris in provincia majorem partem sui quousque anni fecerit aut bina semestria, quae ei pro singulis annis procedere oporteat, cum eo quod ei legibus pl(ebei)ve sc(iteis) exve foidere erit, quo circa eum invitum merere non oporteat. Neve eum qui praconium dissignationem libitinamve faciet, dum eorum 105 quid | faciet, II vir(um) III vir(um) queive ibei mag(istratus) sit renuntiato neve in senatum neve in decurionum conscriptorumve numero legito sublegito coptato neve sententiam rogato neve dicere neve ferre iubeto sc(iens) d(olo) m(alo). Qui adversus ea fecerit is H S lxxx p(opulo) d(are) d(amnas) esto eiusque pecuniae qui volet petitio esto.

§ VIII. Quae municipia coloniae praefecturae fora conciliabula c(ivium) R(omanorum) sunt erunt, nequeis in eorum quo municipio 110 conscriptisve esto, neve quoi ibi in eo ordine | sententiam deicere ferre liceto, qui furtei quod ipse fecit fecerit condemnatus pactusve est erit; queive iudicio fiduciae, pro socio, tutelae, mandatei, iniuriarum deve d(olo) m(alo) condemnatus est erit; queive lege Plaetoria 2 ob eamve rem, quod adversus

Incapacités  
et indignités.

esse non licere, » — M. de Savigny a, le premier, relevé cette citation et s'en est servi heureusement pour fixer la date exacte de la *Lex Julia municipalis* (Savig. *vermischte Schrift. (œuvres mêlées)*, 3, 279 et s.

<sup>1</sup> V. *supra*, p. 95.

<sup>2</sup> La loi place parmi les causes d'indignité la condamnation en jugement public par application de la loi *Plaetoria*, sur les fraudes commises envers les mineurs au-dessous de 25 ans. — La date de la loi *Plaetoria* est inconnue. On sait seulement qu'elle était ou

eam legem fecit fecerit condemnatus est erit; queive depugnandei causa auctoratus est fuit fuerit; quive in iure *bonam copiam abiuravit* abjuraverit bonamve copiam iuraverit; queive sponsoribus creditoribusve suis renuntiavit renuntiaverit se soldum 115 solvere non posse aut eum eis | pactus est erit se soldum solvere non posse; prove quo datum depensum est erit; quousve bona ex edicto eius qui i(ure) d(eicundo) praefuit praefuerit—praeterquam sei quous, quom pupillus esset reive publicae causa abesset neque d(olo) m(alo) fecit fecerit quo magis r(ei) p(ublicae) causa) a(besset), *possessa proscriptave sunt erunt*,—possessa proscriptave sunt erunt; queive iudicio publico Romae condemnatus est erit, quo circa eum in Italia esse non liceat, neque in integrum restitutus est erit; queive in eo municipio colonia praefectura foro conciliabulo, quous erit iudicio 120 publico condemnatus est erit; quemve | K(alumniae) praevaricationis causa accusasse fecisseve quod iudicatum est erit; queive aput exercitum ignominiae causa ordo adeptus est erit; quemve imperator ingnominae causa ab exercitu decedere iusit iuserit; queive ob caput c(ivis) R(omanei) referendum pecuniam praemium aliudve quid cepit ceperit; queive corpore quaestum fecit fecerit; queive lenocinium faciet. Quei adversus ea in municipio colonia praefectura foro conciliabulo *in senatu* decurionibus conscriptisve fuerit | sententiamve dixerit, is HS 1000 p(opulo) d(are) d(annas) esto eiusque pecuniae qui volet petitio esto.

§ IX. Quoi h. l. in municipio colonia praefectura foro conciliabulo senatorem decurionem conscriptum esse inque eo ordine sententiam dicere ferre non licebit, nequis, qui in eo municipio colonia praefectura foro conciliabulo senatum decuriones conscriptos habebit, eum in senatum decuriones conscriptos ire

antérieure à Plaute ou contemporaine (vi<sup>e</sup> siècle. — *Pseudolus*, 1, 3, 69). Le mineur qui s'était obligé sans l'assistance d'un curateur, et qui avait à se plaindre de la fraude ou de l'abus commis par le co-stipulant, avait contre celui-ci l'*exceptio legis Plaetoriae*: la cause était portée *in iudicium publicum* (Cic. *de natur. Deor.*, 3, 30). La peine prononcée était purement pécuniaire, il est vrai, mais elle entraînait l'*infamie*. L'édit prétorien a peu à peu fait tomber la *Plaetoria* en désuétude, en établissant un système de garanties plus complètes et plus faciles, et la *restitutio in integrum* (V. au Dig. liv. IV, tit. 4. *De minoribus XXV annis*).

iubeto sc(iens) d(olo) m(alo), neve eum ibei sententiam rogato neve dicere neve ferre iubeto s(ciens) d(olo) m(alo). Neve 130 qui, quei | in eo municipio colonia praefectura foro conciliabulo suffragio eorum maxumam potestatem habebit, eorum quem ibei in senatum decuriones conscriptos ire neve in eo numero esse neve sententiam ibei dicere ferreve sinito s(ciens) d(olo) m(alo). Neve quis eius rationem comiticis conciliove *habeto et si creatus erit, eum adversus hanc legem iis comitiis conciliove* creatum esse renuntiato. Neve quis qui ibei mag(istratum) potestatemve habebit, eum cum senatu decurionibus conscriptis ludos spectare neve in convivio publico esse sinito sc(iens) d(olo) m(alo).

§ X. Quibus h. l. in municipio colonia praefectura foro conciliabulo in senatu decurionibus conscriptis esse non licebit, ni 140 quis eorum in municipio colonia praefectura foro conciliabulo II vir(atum) III vir(atum) aliumve quam potestatem, et quo honore in eam ordinem perveniat, petito neve capito. Neve queis eorum ludeis cumve gladiatores ibei pugnabunt in loco senatorio decurionum conscriptorum sedeto neve spectato. Neve convivium publicum is inito. Neve quis, quem adversus ea creatum renuntiatum erit, ibei II vir III vir | esto neve ibei mag(istratum) potestatem ve habeto. *Quei* adversus ea fecerit, is HS 1000 p(opulo) d(are) d(annas) esto, eiusque pecunia qui volet petitio esto.

Places aux Jeux,  
au Théâtre.

§ XI. Quae municipia coloniae praefecturae c(ivium) R(omanorum) in Italia sunt erunt, qui in eis municipiis coloneis praefectureis maximum mag(istratum) maximamve potestatem ibei habebit tum, cum censor aliisve quis mag(istratus) Romae 145 Romae censum populi | aget, is diebus LX proxumeis, quibus sciet suorum queique eius praefecturae erunt q(uei) c(ives) R(omanei) erunt, censum agito eorumque nomina praenomina patres aut patronos tribus cognomina et quot annos quisque eorum habet et rationem pecuniae ex formula census, quae Romae ab eo, qui tum censum populi acturus erit, proposita erit, ab iis iurateis accipito eaque omnia in tabulas publicas sui municipi referunda curato. Eosque libros per legatos, quos maior pars decurionum conscriptorum | ad eam rem legarei mittei censuerint 150 tum, cum ea res consuleretur, ad eos, qui Romae censum agent,

Cens.

<sup>1</sup> V. *supra*, p. 177-178.

mittito. Curatoque ut ei, quom amplius dies LX reliquei erunt antequam diem ei, queiquomque Romae censum aget, finem populi censendi faciant, eos *adeant* librosque eius municipi coloniae praefecturae edant. Isque censor seive quis alius mag(istratus) censum populi aget, diebus V proxumeis, quibus legatei eius municipi coloniae praefecturae adierint, eos libros  
155 census, qui ab ieiis legateis dabuntur, accipito | s(ine) d(olo) m(alo) exque ieiis libreis quae ibei scripta erunt in tabulas publicas referunda curato easque tabulas eodem loco, ubi ceterae tabulae publicae erunt, in quibus census populi perscriptus erit, condendas curato. Qui pluribus in municipiis coloneis praefectureis domicilium habebit est is Romae census erit, quo magis in municipio colonia praefectura h. l. censeatur, e(ius) h. l. n(ihil) r(ogatur).

Municipes  
*fundani.*

§ XII. Quei lege pl(ebei)ve sc(ito) permissus est fuit, ut ei leges in 160 municipio fundano <sup>1</sup> municipibusve eius municipi daret, | sei quid is post h(anc) l(egem) r(ogatam) in eo anno proxumo, quo h(anc) l(egem) populus iuserit, ad eas leges *addiderit commutaverit conrexit*, municipis fundanos item teneto, ut ei operet, sei eae res ab eo tum, quom primum leges eis municipibus lege pl(ebei)ve sc(ito) dedit, ad eas leges additae commutatae conrectae essent. Neve quis intercedito neve quid facito, quominus ea rata sint quove minus municipis fundanos teneant eis que optemperetur.

<sup>1</sup> Le *Municipium fundanum* est resté du droit latin, par exception, ou n'a été doté que de la latinité (en Espagne, en Sicile et ailleurs). En ce qui le concerne, son organisation, s'il en est besoin, est complétée ou corrigée par les *commissaires* envoyés à cet effet (*quei... permissus est fuit uti*, etc.). — Telle est l'opinion de M. de Savigny, de M. Mommsen. — V. aussi Walter, *Geschichte der RR.* (*hist. du Droit rom.*, I, n° 260, p. 392. 3<sup>e</sup> éd. Bonn. 1860).

## TABLE DU TOME VIII

### CINQUIÈME LIVRE

(Suite)

	Pages.
AVANT-PROPOS du Traducteur . . . . .	I
CHAPITRE X. — Brindes, Ilerda, Pharsale, et Thapsus.	1
CHAPITRE XI. — La vieille République et la nouvelle monarchie. . . . .	41
CHAPITRE XII. — Religion, Culture, Littérature et Art .	194
APPENDICE. . . . .	295
ÉPILOGUE du Traducteur. . . . .	298
Bref sommaire des événements, jusqu'à la mort de César.	301
Tableau des lois principales de César. . . . .	305
Loi <i>Julia Municipalis</i> (fragment). . . . .	316